



**FRANÇOIS  
RUFFIN**

# **MAL TRAVAIL**

**LE CHOIX  
DES ÉLITES**

« Voilà ce qui les anime : la fierté du travail bien fait, le sentiment d'utilité.

Même chez les travailleuses, les travailleurs, aujourd'hui remplis de dégoût, abattus, découragés, il faut encore entendre cette musique, en sourdine : leur fierté d'hier, leur utilité perdue, et cette perte fait toute leur douleur. Et l'espoir, toujours, de retrouver utilité et fierté : se réaliser en réalisant. »

**LES  
LIENS QUI  
LIBÈRENT**



**François Ruffin**

# MAL-TRAVAIL

*Le choix des élites*

Éditions Les Liens qui Libèrent

Photographie de couverture : © Marie Rouge / Getty Images

ISBN : 979-10-209-2392-9

© Les Liens qui Libèrent, 2024

«La Révolution a fait du Français un roi dans la cité et l'a laissé serf dans l'entreprise.»

Jean Jaurès.

«Quant au bonheur établi, domestique ou non... non, je ne peux pas. Je suis trop dissipé, trop faible. La vie fleurit par le travail, vieille vérité : moi, ma vie n'est pas assez pesante, elle s'envole et flotte loin au-dessus de l'action, ce cher point du monde.»

Arthur Rimbaud.



## DETTES À *QUE SAIT-ON DU TRAVAIL* ?

Ce livre fait suite à notre rapport parlementaire, rendu à l'automne 2023, portant sur la branche Accident du Travail – Maladies professionnelles de la Sécurité sociale.

Nous nous appuyons, cela va de soi dans notre cas, d'abord et avant tout, sur les témoignages des travailleurs eux-mêmes. Puis, bien sûr, sur des auditions de syndicats, d'associations, d'institutions, entendus à l'Assemblée nationale.

Mais quant à l'analyse, quant à notre socle scientifique, beaucoup repose sur le livre *Que sait-on du travail?*, une somme parue aux Presses de Sciences Po au mois d'octobre dernier, rassemblant les contributions de soixante chercheurs, sociologues, économistes du travail. Que notre dette intellectuelle soit ici signalée, que les auteurs en soient remerciés, et en particulier le «chef d'orchestre», Bruno Palier: nous citons largement leurs articles, et sans note en bas de page.

J'en profite pour remercier mon équipe parlementaire, les bénévoles qui m'ont produit des notes thématiques, et en particulier, Lou Plaza, en charge de ma documentation qui a coordonné les recherches. Et enfin, mes éditeurs, Nicolas Deschamps et Henri Trubert des Liens qui Libèrent, toujours très ouverts à mes propositions. Et qui acceptent de travailler dans l'urgence... que critique cet ouvrage!



## INTRODUCTION

# LE NOUVEAU PACTE

« J'ai entendu dans les manifestations une opposition à la réforme des retraites, mais aussi une volonté de retrouver du sens dans son travail, d'en améliorer les conditions, d'avoir des carrières qui permettent de progresser dans la vie. Ce nouveau pacte de la vie au travail sera construit dans les semaines et les mois qui viennent. »

C'est le président de la République en personne, Emmanuel Macron, qui le promettait lors d'une allocution officielle, tenue depuis l'Élysée, le lundi 17 avril 2023 : bien vivre son travail deviendrait une priorité de son mandat, avec notamment ce « nouveau pacte de la vie au travail ».

Alors ministre du Budget, Gabriel Attal se disait à son tour fort préoccupé par « le bien-être au travail ». Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, comprenait

«la colère des Français qui se questionnent sur la finalité de leur travail». Et à l'entrée de l'été, avant les vacances, le mercredi 12 juillet, la Première ministre Élisabeth Borne se faisait solennelle: «Le gouvernement et les partenaires sociaux s'engagent à bâtir un nouveau pacte de la vie au travail.»

Des semaines, des mois, se sont écoulés.

La rentrée est passée.

Arrivent l'automne et les budgets, bouclés avec force 49.3.

L'hiver et la loi immigration, vite bâclée.

Mais où en sont les promesses, les engagements sur le travail? Se traduisent-ils en un projet de loi? Nous ne voyons rien, absolument rien venir.

Peut-être sommes-nous de piètres observateurs, mal-informés. Aussi, lors de nos auditions, en octobre, nous avons interrogé nos interlocuteurs: comment se passent les discussions autour de ce «pacte»? Côté CGT: «Nous n'avons pas eu de nouvelles». La CFDT se fait plus mesurée: «Les choses nécessitent sans doute que l'agenda social se mette en place.» À la CFE-CGC, «je ne sais pas trop de quoi on est en train de parler.» À la CFTC, «on n'a pas d'information à ce sujet.» Pour FO, «on ne sait pas quand il va commencer ni ce qu'il va y avoir dedans.»

Sans doute les syndicats patronaux sont-ils davantage dans le secret des dieux ministériels? Pas vraiment: «Eh bien, en toute franchise, nous ne

savons rien. Dans l'intervalle, après cette annonce, nous avons découvert la convocation à une conférence sur les bas salaires. J'imagine qu'un sujet a cannibalisé l'autre.»

Ce « nouveau pacte », les plus hautes autorités du pays l'avaient pourtant promis. Et de fait, il serait plus que nécessaire, urgent.

\*

« C'est la première fois que je sors, en 33 ans d'hôpital. »

Ce jeudi 19 janvier 2023, jour de grève contre la retraite à 64 ans, j'ai choisi de rester en Picardie, loin de Paris. Il n'y aura pas les micros, pas les caméras, mais je vais faire le plein de voix, de vies, de visages. Ça va me donner du courage, m'en emplir, avant les semaines à Paris, les batailles d'amendements en commission, à l'Assemblée, les tournées sur les plateaux télé, tous ces lieux de pouvoir, symboliques, où le concret s'éloigne, disparaît, derrière les propos fumeux, abstraits, des maquillés, des poudrés. Je viendrai avec la force du réel. Il est 5 h 30 du matin, donc, sur le rond-point à l'entrée de l'autoroute A16. De sa lampe de poche, un monsieur à chasuble FO de chez Valeo balaie la voie, pour inviter les voitures, les camions à ralentir, à prendre le tract pour la manif. Et sa lueur éclaire mon cahier, pour que je gribouille des notes dans mon cahier.

C'est sa femme, elle, « aide-soignante au service traumatologie ». Pas en pleine forme, déjà : « Je souffre de polyarthrologie. Je travaille sous morphine.

– À cause de votre métier ?

– Bah oui, à force de porter. Deux ans de plus, c'est pas possible... Ils se rendent compte ? » Mais aujourd'hui, elle vient pour autre chose, au-delà d'elle, au-delà de la retraite : « C'est le ras-le-bol : ils nous poussent à bout, ils détruisent l'hôpital. On ne parle plus de soin, mais d'« acte ». À la limite, ma cadre, que le patient soit lavé ou pas lavé, elle s'en fiche... »

Voilà de quoi on va me parler, durant cette journée et les suivantes : moins de la retraite que du travail. Des douleurs, oui, du corps, mais du sens aussi, de son ab-sens.

Et son mari ? « Chez Valeo, j'ai commencé par cinq ans d'intérim, mais haché, avec du chômage entre les missions. Je suis sur les embrayages de camion, mais le pire, c'est que Macron, il a éliminé de la pénibilité le port des charges lourdes. Qu'il vienne se trimballer les embrayages de camion ! Du coup, entre ces deux réformes, je prends trois années de plus. Jusque 65 ans. »

Au rond-point de Boves, un ouvrier chez Plastic Omnium : « J'ai 59 ans, je devais partir à 60, au 1<sup>er</sup> juillet 2024, après 37 ans de nuit. C'est calculé, vous savez, une carrière en poste, de nuit, c'est huit années d'espérance de vie en moins. Et là, Macron

m'en rajoute deux. Je vais devoir me traîner jusqu'à 62 ans.»

Au rond-point de Poulainville, les Goodyear-Dunlop, les Auchan-Logistique, s'épanchent sur une «épidémie d'inaptitudes». Que confirme un chauffeur de car: «Dans mon entreprise, avant, la première cause de départ, c'étaient les départs à la retraite. Aujourd'hui, ce sont les licenciements pour inaptitude.»

Avec mon collab, Dimitri, on se tâte: est-ce qu'on pousse jusqu'à Bonduelle, où la production est arrêtée? C'est tout à l'est du département, pas du tout ma circo, une députée RN élue, et ensuite, on doit être à 10 h à Abbeville, tout à l'ouest... On va bouffer du carburant... Mais oui, allez, c'est parti: quand les ouvriers se bougent, on doit en être, pour encourager.

Mon père a longtemps travaillé ici, comme cadre. Est-ce que c'est pour ça? La direction de l'usine et les syndicats m'avaient invité à une remise de médailles du travail, là-bas, cet automne. À la cantine, je distribuais des bouquets de fleurs ou des boîtes de chocolat. Les gars, les femmes, avaient quarante ans dans la boîte, des carrières rectilignes comme on n'en connaît plus. 'Y avait un petit discours, d'un collègue, d'un chef, à chaque fois, avec la petite anecdote moqueuse, gentiment, et aussi, des noms de machines, de programmes, de procédures, que j'ignorais, dont je demandais la description, et

je comprenais encore moins, mais tant mieux : ça signifiait que c'est un univers, des métiers, avec des codes, qui réclament des compétences, des savoir-faire. Trinquant avec eux, après la cérémonie, je les questionnais sur leur corps au travail (les épaules qui tirent, surtout le matin, les caisses qu'on transporte, le froid dans la congélation), sur leurs joies de la retraite (les petits-enfants le mercredi, l'adjoint aux fêtes du village, le club de foot pour les gamins).

Aujourd'hui, ils sont une centaine, je dirais, devant l'entrée, à se réchauffer à un feu de palettes. Sébastien, de la CGT, nous accueille d'un café. Je traîne dans les rangs. « Ils feraient mieux de mettre les feignants au boulot, hein, pas vrai, Monsieur Ruffin ? 'Y en a marre de ces assistés. » Ça y est, c'est reparti pour mon topo sur les assistés d'en haut, les gros qui se gavent de milliards, mais eux on ne les voit pas, etc. « Ouais, et nous on est coincés entre deux ! »

Sébastien vient me tirer par la manche : « 'Y a un gars qui a connu ton père... » C'est un grand bonhomme, souriant, dans son gilet jaune. « Vous travaillez ici depuis longtemps, alors ? je tâtonne.

– Ah non, moi, j'étais saisonnier. Mais votre père, même s'il était chef, il disait toujours bien bonjour, avec un petit mot, humain. Maintenant, c'est fini. Les chefs, ils ne vous regardent pas.

– Vous ne bossez plus ici ?

– Non, je suis dans l'entretien des cimetières militaires. Je fais grève, avec mes deux collègues, et

comme on n'allait pas rester dans notre coin, on a rejoint ici...

– Vous aussi, vous les sentez passer, les deux ans ?

– Eh oui. On est déjà abîmés, 'faut pas croire, moi c'est le dos. On est dehors dans le froid, la pluie, la chaleur. Et surtout, les tondeuses, c'est des vibrations. Les taille-haies, toute la journée, c'est des vibrations...

– Ça fait partie des critères de pénibilité que Macron a virés, les vibrations.

– Oui, je sais. »

Les cimetières militaires, c'est le symbole de notre coin, «le front de la Somme», des milliers de Chinois, Australiens, Anglais, Allemands évidemment, qui sont venus se faire tuer ici, la Terre entière qui se donne rendez-vous pour un massacre, pour ces arpents de notre terre, des fois on ne comprend pas. Mais que les gars des cimetières militaires se mettent en grève, aujourd'hui, c'est la marque, pour moi, d'un appui populaire, que la bataille qui s'engage s'ancre très profond, bien au-delà de la couche des militants, des syndiqués.

Abbeville va me le confirmer.

Sur la place du théâtre, c'est noir de monde comme jamais. Les dames des cantines. Des éducatrices, des monitrices, de foyers pour handicapés. Des maçons qui claudiquent. Un artisan carrossier, venu avec son fiston et un apprenti. Des Gilets jaunes aouh aouh.

Je laisse passer le cortège devant moi.

Dix-sept minutes.

Dix-sept minutes de défilé.

2 460 manifestants, Hubert a compté.

2 460 à Abbeville, sous-préfecture de la Somme, 23 000 habitants.

2 460 ici, et des millions en France, qui viennent pour la retraite, mais qui disent autre chose aussi : un immense « j'ai mal à mon travail ».

\*

Les Français aiment leur travail, en sont fiers, construisent leur identité autour. Mais ils n'aiment pas comment on leur fait faire leur travail, comment on l'organise, comment on le pressurise. D'où un découragement, presque au sens propre : ils n'ont plus le cœur à l'ouvrage.

Et ce n'est pas qu'un ressenti : dans les comparaisons internationales, comme on le verra, nos entreprises sont à la traîne, en bas de tableau, quant à la qualité du travail. Les travailleurs s'y usent, physiquement, psychiquement, plus vite qu'ailleurs. Et plus vite qu'hier : les indicateurs se dégradent. À cause du temps, notamment, du temps resserré, contraint, étouffant. À cause, également, de l'organisation, qui demeure pyramidale, verticale : comme si

le taylorisme ne suffisait pas, le *lean management* y fait des dégâts.

Pourquoi chez nous plus que chez nos voisins ? Parce que, depuis les années 1980, dans la mondialisation, nos dirigeants économiques et politiques ont fait un choix : celui d'un « *low cost* à la française ». Depuis quarante ans, le travail n'est pas traité comme une richesse, comme un investissement : il est mal-traité, juste un coût à diminuer. Voilà le pacte, le véritable pacte, mis en œuvre par les élites, mais c'est un pacte *contre* le travail. Comme l'écrit Bruno Palier, directeur de recherche au CNRS : « Les stratégies du *low cost* ont intensifié et abîmé le travail ».

Ce mal-travail n'est pas tombé du ciel, ou sorti du sol, ce n'est pas un fléau naturel. Non, ce mal-travail relève de « stratégies » voulues, pensées, organisées. Et qui rapportent gros, très gros.

C'est d'abord le mal-travail au loin.

« *Fables* », le PDG d'Alcatel, Serge Tchuruk, avait inventé ça, se souvient un industriel : la firme sans usine, sans fabrication, sans ouvrier. Et ça me stupéfiait : il était considéré par les journalistes, par les ministres, par Bercy, comme un génie. Parce que c'était au fond un rêve qu'eux partageaient tous : se débarrasser du travail, des travailleurs. » Ce fut un grand saccage : Alcatel, Alstom, Arcelor, rien que pour les A, et je pourrais ajouter chez moi Goodyear,

Whirlpool, Magnetti-Marelli, Honeywell, Parisot-Sièges de France, Delsey, Yoplait, Flodor, Abélia, etc. Textile, automobiles, machines à laver, téléphones, pneumatiques, électronique, métallurgie, pharmacie ne se sont pas *envolés* vers l'Asie ou la Roumanie : il y a fallu une volonté, mille volontés, de nos élites, pour qui l'industrie était « *has been* », salissante, polluante, archaïque, du passé. Ce furent les « *rounds* » et les milliers de pages des Accords du GATT, la création de l'Organisation mondiale du commerce et l'entrée de la Chine dans cette OMC, les élargissements de l'Union européenne à l'est jusqu'à la Roumanie, la Bulgarie, l'Ukraine aujourd'hui, désormais les traités bilatéraux avec le Vietnam, l'Inde, le Mercosur.

Et que sont-ils allés chercher au loin ? Du mal-travail. Du travail exploité, du travail opprimé, du travail sans droits, sans Code, du travail des enfants, même, souvent.

Avec, c'est évident, et c'était recherché : le double prix ici. « Le droit du travail et la protection de l'environnement sont devenus excessifs dans la plupart des pays développés, énonçait le libéral Gary Becker, prix Nobel d'économie. Le libre-échange va réprimer certains de ces excès en obligeant chacun à rester concurrentiel face aux importations des pays en voie de développement » (*Business Week*, 9 août 1993). Pour le public, c'est au nom de la « paix », de la « prospérité », du « multiculturalisme », plein de générosité,

qu'on ouvre les frontières. Quand les dirigeants, eux, y voient leur intérêt : un *dumping* à la fois social et écologique.

Concurrence et chômage aidant, le mal-travail ailleurs est revenu comme un boomerang avec le mal-travail chez nous : travail externalisé, sous-traité, pressé, etc. C'est l'objet de ce livre.

Mais travail sous-payé aussi, les salaires qui ne sont plus relevés. Et cela demeure, bien sûr, une question clé : vivre de son travail, bien en vivre, et non pas en survivre. Aujourd'hui plus que jamais : depuis deux ans, la France qui se lève tôt, qui prend son auto, ou le métro, qui va au boulot, qui a mal au dos, cette France-là est rationnée. C'est une sortie au restau ou au MacDo qu'on ne fait plus, le caddy qui n'est plus rempli, les économies longtemps à l'avance pour Noël ou pour les vacances, les copains qu'on hésite à inviter, parce que même l'amitié pèse dans le budget, quand ce n'est pas le loyer, des factures d'électricité qu'on peine à régler. C'est l'inquiétude, surtout, pour les enfants : comment financer leurs études ? Ce sont des vies, sinon « au rabais » comme l'écrit Jérôme Fourquet, du moins rabaissées.

Que titrent pourtant *Les Échos* en cet automne 2023 ? « Les dividendes atteignent de nouveaux records ». Eux-mêmes en paraissent surpris, dirait-on : « Après une année 2022 historique, la tendance

est encore à la hausse ». Après le sommet de l'an dernier, on monte donc encore plus haut : un « millésime historique ». Et en la matière, notre pays brille : dans le monde, « la hausse est de 5 % sur un an », mais en France « la hausse est encore plus marquée avec +13,3 % ». C'est une percée, sans doute, un nouveau plafond crevé, mais cette explosion du revenu des actionnaires ne date pas d'hier. Elle s'est installée dans la durée. « Au service de qui êtes-vous ? » C'est Gérard Mardiné, secrétaire général de la CFE-CGC, le syndicat des cadres, qui interpellait ainsi les députés macronistes, en Commission des affaires sociales, lors du conflit sur les retraites : « Depuis quarante ans, la part revenant aux salariés a nettement baissé. Alors que la part versée en dividendes, elle, a triplé. Que faites-vous pour rééquilibrer ce partage de la valeur ? Rien, votre projet de loi ne prévoit rien. Au contraire, vous aggravez les choses. Alors, votre politique, vous la menez pour qui ? Pour les salariés français ou pour les fonds de pension anglo-saxons ? » Pour mémoire : 96 % de ces dividendes vont aux 1 % les plus riches ! Les deux tiers, aux 0,1 % les plus riches. Et un tiers aux 0,01 % les plus riches !

\*

À une poignée, le travail maltraité rapporte gros, donc.

Mais il coûte cher, beaucoup plus cher, à tous.

Aux travailleurs, bien sûr, dont la santé est altérée, dont la vie est parfois brisée. Avec deux morts au travail par jour et plus de 600 000 accidents du travail par an, la France se classe parmi les champions d'Europe de l'insécurité au travail. Et ceci, sans compter les «troubles psychiques», les «risques psycho-sociaux», qui demeurent «hors tableau». Sans compter les cancers professionnels, dont les épidémiologistes estiment que seulement un sur vingt est aujourd'hui reconnu (hors l'amiante). D'ailleurs, les «inaptitudes» ne sont même pas chiffrées, même pas comptées! Notre rapport les évalue à plus de cent mille chaque année. Oui, plus de 100 000, qui sortent du travail, blessés ou broyés, au physique ou au moral.

Et ce mal-travail ne frappe pas au hasard: les femmes, les immigrés et leurs enfants, les ouvriers, les métiers populaires, les «travailleurs de la deuxième ligne» sont les plus touchés. D'où le silence, politique, médiatique.

Avec un coût, donc, pour les femmes et les hommes, pour leurs familles.

Avec un coût, également, pour la Sécurité sociale, pour son budget: les arrêts de travail se multiplient et surtout se rallongent, en hausse de 8 % sur un an, jusqu'à seize milliards d'indemnités.

Avec un coût pour les sociétés, bien souvent, désorganisées par l'absentéisme, par le *turn-over*. Une perte estimée à cent huit milliards d'euros par an, selon l'institut Sapiens.

Avec un coût, enfin, pour la société tout entière : ce sont des pans de notre économie, de nos services publics, qui dysfonctionnent, en peine de recrutements, en panne de compétences, de l'aide à domicile aux conducteurs de bus, des hôpitaux aux usines, de l'Éducation à la construction, avec des travailleurs que l'on épuise, qui fuient.

Le travail sous-payé, malmené, les bouts de boulot qui remplacent les métiers : ces économies rognées nous ruinent, en fait. Un ancien ministre du Travail, Xavier Bertrand, avait évalué le coût du mal-travail à «3 à 4 % du PIB».

Par-delà les chiffres, ce mal-travail, ce « *low cost* » introduit de l'incertitude, de l'angoisse dans les existences populaires, de «la classe moyenne inférieure».

De là découle du désordre politique, démocratique : le ressentiment privé, dans l'entreprise, rejaillit en ressentiment public, dans les urnes. Le mépris du travailleur engendre la défiance du citoyen. Via l'abstention, une grève civique pour beaucoup. Et surtout, via des bulletins pour le

Rassemblement national. Avec une gauche qui n'incarne plus naturellement, spontanément, le « parti du travail ».

Enfin, nous avons un formidable défi à relever, sans doute le plus terrible péril depuis la naissance de l'Humanité : affronter la crise écologique. Qui exige de transformer nos logements, nos déplacements, notre industrie, notre énergie, notre culture, notre agriculture, bref, notre société tout entière. C'est une masse de travail gigantesque, à canaliser, à organiser. Et l'on y parviendrait avec un travail en désordre ? Avec des travailleuses, des travailleurs, dans le malaise, le mal-être, dégoûtés, découragés ?

Il nous faut sortir de ce mal-travail.

\*

Comment ?

Il y aurait désormais, nous dit-on, « pénurie de bras ». Nous en doutons, nous n'en sommes pas encore là, avec six millions de personnes en sous-emploi. Une époque s'achève, néanmoins, on l'espère, on le souhaite, une période où dans les boîtes, la phrase revenait comme une rengaine : « Si t'es pas content, 'y en a mille qui attendent à la porte. » Un temps, qui dure depuis quarante ans, où la main-d'œuvre est remplaçable, jetable,